



Hongrie

Source : «GEOATLAS.com
© 2009 © Graphi-Ogre»

Données générales

Superficie : 93.030 km²

Capitale : Budapest (1 712 210 hab.)

Monnaie : Forint (HUF)

Langue : Hongrois

Démographie :

Population : 10,02 M habitants

Espérance de vie : 70,1 ans pour les hommes / 77,9 ans pour les femmes

Infrastructures : 1110 km d'autoroutes, bon réseau ferroviaire, aérien et fluvial



Source : "GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre"

Données politiques

Type de régime

République de Hongrie - Régime parlementaire monocaméral

Date des prochaines élections

Printemps 2015

Titre et noms des principaux dirigeants :

Président : M. Pal SHMITT (élu en 2010 pour un mandat de 5 ans)

Premier ministre : M. Viktor ORBAN (nommé en mai 2010)

Données économiques en 2010

Principaux indicateurs économiques par pays

| Indicateurs | Hongrie | France |
|----------------------------|----------------|---------------|
| PIB | 108,48 Mds EUR | 2 555 Mds USD |
| Déficit public en % du PIB | 3,8% | 7% |
| Dette publique en % du PIB | 80,2% | 81,7% |
| PIB par habitant | 10 848 EUR | 40 591 USD |
| Taux de croissance | 1,2% | 1,5% |
| Taux d'inflation | 4,9% | 1,8% |
| Taux de chômage | 11,5% | 9,6% |

Source : MEU en Hongrie ; INSEE

Pays de 10 M d'habitants avec un PIB de 108,48 Mds EUR, la Hongrie a été l'un des leaders de la transition économique en Europe centrale, attirant une part significative des IDE (plus de 60 Mds EUR de flux cumulés de 1990 à 2009, soit près du tiers des IDE de la région). Or, la Hongrie a laissé s'installer des déséquilibres macroéconomiques majeurs (dérive des déficits jumeaux) qu'elle a commencé à corriger en 2006, au prix d'une croissance fortement ralentie. Malgré un début d'assainissement de ses finances publiques, elle a dû faire face à la crise financière à l'automne 2008.

L'année 2010 a été marquée par une légère reprise de l'activité, avec une croissance du PIB de 1,2%. L'objectif de 3,8% de déficit public pour 2010 n'a été que légèrement surpassé par le nouveau gouvernement Orbán, mais au prix de l'instauration de mesures de crise qui ont contribué à ébranler la confiance des investisseurs étrangers. Les agences de notation ont dégradé de deux points la note souveraine de la Hongrie en décembre 2010.

Tandis que les années d'avant la crise étaient caractérisées par l'excessif déficit du budget central (9,3% en 2006 et 5% en 2007), des mesures d'austérité très strictes ont été prises courant 2008 et 2009. Le nouveau gouvernement, en fonction depuis avril 2010, avait par contre promis pendant la campagne électorale une approche économique tout à fait différente, centrée sur la croissance, la consommation et le développement des PME.

C'est pourquoi une baisse importante des impôts a été décidée à partir du 1^{er} janvier 2011, avec l'introduction d'un « flat-tax » à 16% sur les revenus des particuliers. L'impôt sur le bénéfice des entreprises avec revenu avant impôt inférieur à 500 M HUF (1,8 M EUR) a également été baissé à 10%. Le coût approximatif de ces baisses des impôts s'élève à 500 Mds HUF (1,8 Md EUR).

La Banque Centrale de Hongrie souligne tout de même le fait que le coût des baisses d'impôt pour les ménages est en grande partie financé par une série de nouvelles taxes de crise sur certains secteurs : le secteur financier (200 Mds HUF, soit 725 M EUR), le secteur de l'énergie (70 Mds HUF, soit 253 M EUR), le secteur des télécommunications (60 Mds HUF, soit 217 M EUR) et la grande distribution (30 Mds HUF, soit 109 M EUR). Ces taxes pourraient avoir un effet négatif sur les investissements dans ces secteurs, en même temps que la taxation excessive des banques pourrait mener à une pénurie de crédit : deux facteurs qui défavorisent la croissance.

Les dégradations récentes des notes des agences de notation (de Baa1 à Baa3 le 6 décembre 2010 par Moody's et de BBB à BBB- le 23 décembre par Fitch) augmentent la prime de risque et le taux de rendement auxquels la Hongrie doit faire face. Comme le Premier ministre l'a indiqué dans son discours du 14 février 2011, le gouvernement doit mener une politique crédible afin de réduire ce risque perçu et de créer un climat d'investissement plus favorable. Ceci est important pour que « les fonds injectés dans l'économie à travers les baisses de taxes puissent créer des investissements compétitifs sur le long terme. »



Situation financière du pays

Volatilité du forint, maintien de risques et perspectives incertaines

Après la rupture des négociations entre le gouvernement et les services du FMI et de la Commission européenne à la mi-juillet 2010, le marché a fortement réagi, avec une augmentation du cours du forint de 279,42 à 289,86 HUF/EUR. Le CDS souverain à 5 ans, qui était monté le 4 juin à 430 bps, a baissé, mais restait à un niveau élevé de 390 bps le 19 juillet. Au 4^e trimestre de 2010, le niveau moyen du CDS est descendu à 378 bps, ce niveau classant tout de même la Hongrie comme 9^e pays le plus risqué du monde. Malgré ce manque de confiance, qui s'est traduit par la volatilité du cours de la devise hongroise, la vente des obligations d'Etat n'a pas posé de problème. Le taux de rendement des obligations d'Etat de maturité au-dessous d'un an reste constant, aux environs de 6%. En revanche, la structure de maturité de la dette s'est détériorée et les rendements se sont élevés au-dessus de 7,40 pour les maturités de 10 ans.

Les analystes étrangers s'interrogent sur la pertinence à long-terme des mesures mises en place, telles que la redirection des fonds de retraite privée et les taxes de crise.

Alors que la liquidité du système bancaire est suffisante, la taxe spéciale concernant les institutions financières a fragilisé sa rentabilité pour les années suivantes. En outre, le cours particulièrement élevé du franc suisse pose un problème de plus en plus important, impliquant principalement les ménages dont 56% ou plus des crédits sont en franc suisse.

Politiques fiscale et économique du pays

L'exportation, moteur du redéploiement économique

Après une contraction de 6,7% du PIB en 2009, la Hongrie se trouve à nouveau sur le chemin de la croissance. Au troisième trimestre de 2010, la croissance a été de 1,7%, ce qui prouve une évolution notable par rapport à la même période en 2009, lorsque l'expansion cumulée des trois premiers trimestres était de 0,8%. L'export reste le principal moteur de l'économie : dans la période de janvier à octobre 2010, les échanges ont dépassé de 17,6% leur volume de la même période en 2009. Les exportations de véhicules et d'appareils électroniques ont été particulièrement importantes, avec une hausse de 20,3%. La production industrielle a connu une augmentation de 10,5% durant les 11 premiers mois de 2010, résultat notamment dû à la croissance des exportations, qui ont largement surpassé le recul de la demande intérieure.

Les investissements ont baissé de 4,2% dans la période de janvier à septembre 2010. La reconstitution des stocks durant le deuxième trimestre n'a été que temporaire, tandis que les investissements ont été modérés. L'activité de prêt des banques s'est largement réduite, d'une part à cause de la taxe spéciale sur le secteur financier et d'autre part de l'incertitude régnant autour de la prolongation possible du moratoire sur les expulsions immobilières. Afin de stimuler les investissements, le gouvernement a annoncé, le 14 janvier 2011, son plan de développement, le Nouveau Plan Széchenyi, avec un montant de 1100 Mds HUF (4 Mds EUR) de subventions, destinées principalement aux PME. Il espère ainsi élever le taux d'investissement de 5 points de pourcentage, à 25%, d'ici 2014.

La consommation des ménages a augmenté de 0,5% au troisième trimestre de 2010. Cependant, malgré les diminutions importantes d'impôts du 1^{er} janvier 2011, les prévisions de consommation des ménages se sont détériorées au quatrième trimestre de 2010.

Reprise de l'objectif de maîtrise des finances publiques avec des mesures contestées

La structure du budget a été considérablement modifiée par le gouvernement Orbán. Les revenus et les dépenses ont également augmenté de 535 Mds HUF (respectivement 6,1% et 6,8%,) par rapport à la version originale du budget. Parmi les mesures qui ont mené à cet écart, les suivantes sont les plus importants. D'abord, la diminution à 10%, à partir du 1^{er} juillet, de l'impôt sur le bénéfice des sociétés avec revenu avant impôt inférieur à 500 M HUF a créé un écart de 53 Mds HUF par



rapport au programme de départ. De plus, certaines prévisions budgétaires ont été trop optimistes, conduisant à une nécessaire révision. Ainsi, les sociétés d'Etat ont dû être compensées pour leurs pertes additionnelles de 89 Mds HUF, le budget des municipalités a connu une augmentation de 100 Mds HUF et la caisse d'allocation chômage a dû être abondée de 73 Mds HUF, tandis que l'assurance santé a également nécessité une contribution de 22 Mds HUF.

En revanche, la taxe concernant les entités financières et les taxes de crise ont généré un revenu exceptionnel net d'environ 290 Mds HUF. De plus, afin d'assurer le niveau de déficit public exigé par la Commission européenne, le gouvernement a annoncé la redirection, à partir de novembre 2010, des contributions de retraite privée obligatoire (60 Mds HUF sur deux mois).

En réponse aux préoccupations des agences de notation et du Conseil fiscal hongrois, concernant la soutenabilité à long terme de ces sources de revenu, le gouvernement a annoncé, le 1^{er} mars 2011, un paquet de réformes structurelles qui vise la diminution radicale des dépenses budgétaires. Ces mesures concerneront les pensions d'invalidité et les subventions sur les prix des médicaments notamment, tout en réduisant les dépenses de l'Etat de 600 à 800 Mds HUF par an.

Une politique monétaire de ciblage de l'inflation

En 2010, la Hongrie a connu une inflation de 4,9%, valeur surpassant les prévisions du gouvernement, qui s'attendait à une inflation de 4,2%. Les prix du pétrole et des produits alimentaires ont joué un rôle négatif, et les taxes de crise ont également pesé. Les prévisions pour 2011 sont de 3,5%. En vue d'atteindre l'objectif d'inflation de moyen terme de 3%, la Banque centrale a augmenté son taux directeur en trois étapes, de 5,25% à 6%, entre novembre 2010 et janvier 2011.

Accords politiques, juridiques et multilatéraux

Accords internationaux

La Hongrie est membre des Nations-Unies depuis 1955, du FMI et de la Banque mondiale depuis 1982, de la BERD et du Conseil de l'Europe depuis 1990 (premier pays de l'ex-Pacte de Varsovie à en être devenu membre) ainsi que de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Le pays est membre fondateur de l'OMC et a été admis à l'OCDE en 1996. La Hongrie, signataire depuis février 1994 du partenariat pour la paix, est devenue membre de l'OTAN le 12 mars 1999. La Hongrie fait partie de la coopération régionale appelée groupe de Visegrád, comprenant trois autres pays : la République tchèque, la Pologne et la Slovaquie.

Suite à une préparation administrative, économique, sociale qui s'est étalée sur 15 ans, la Hongrie est officiellement entrée dans l'Union européenne le 1^{er} mai 2004.

La Hongrie s'est par ailleurs engagée dans les institutions internationales pour le règlement des différends et la garantie des investissements. Elle est notamment membre du CIRDI (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements), ainsi que de l'AMGI (Agence multilatérale de garantie des investissements, MIGA en anglais). Le recours à ces organismes internationaux est, de fait, peu nécessaire et peu utilisé.

La Hongrie préside l'Union Européenne pour le premier semestre 2011.

Conventions et Partenariat stratégique avec la France

Convention fiscale

La convention fiscale signée en avril 1980 entre la Hongrie et la France « en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune » est en vigueur depuis août 1981. Le texte de la Convention peut être consulté à l'adresse internet suivante : www.impots.gouv.fr

Convention relative aux investissements



Une convention bilatérale franco-hongroise relative aux investissements a été signée le 6 novembre 1986 et est entrée en vigueur le 30 septembre 1987.

Elle prévoit en particulier :

- l'admission des investissements. Chaque État admet et encourage les investissements effectués par les investisseurs de l'autre État sur son territoire (art. 2) ;
- le traitement des investissements. Chaque État s'engage à assurer aux investissements effectués par des investisseurs de l'autre État un traitement juste et équitable et à leur appliquer le traitement accordé à ses propres investisseurs ou le traitement accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux (art. 3 et 4) ;
- l'expropriation ou la nationalisation ayant pour effet de déposséder les investisseurs de l'autre État ne sont autorisées que pour cause d'utilité publique, à condition que ces mesures ne soient pas discriminatoires, et contre indemnité ;
- le libre transfert pour les investisseurs de l'autre État des intérêts, dividendes, bénéfices et revenus courants, des redevances découlant des droits incorporels, etc. ;
- le règlement des différends. Il doit être effectué à l'amiable entre les parties concernées. Si un accord n'a pu être trouvé dans les 6 mois, il est soumis à l'arbitrage du CIRDI.

Partenariat stratégique

Un accord de partenariat stratégique entre la France et la Hongrie a été signé le 22 mai 2008 à Paris par le Président de la République, M. Nicolas Sarkozy et le Premier ministre hongrois de l'époque, M. Ferenc Gyurcsany. L'accord, qui comprend deux documents (une Déclaration politique et un Plan d'actions), a vocation à couvrir l'ensemble des champs de la coopération bilatérale (politique, économie, défense, sécurité intérieure, justice, sciences, culture...). La déclaration politique concerne la coopération économique, énergétique et environnementale.

Le plan d'actions annonce notamment le développement d'une stratégie commune dans le domaine de la PAC et de la modernisation du secteur agricole, le développement d'une capacité énergétique européenne nouvelle, l'encouragement à l'essor d'une capacité technologique et industrielle européenne à travers la mise en place de partenariats entre pôles de compétitivité, l'appui à l'optimisation de l'utilisation des Fonds structurels, une action commune en faveur d'une transparence et d'une régulation renforcées des marchés financiers internationaux et enfin l'encouragement à une politique européenne des transports.



Commerce extérieur

Importations en 2010 : 65,9 Mds EUR

Exportations en 2010 : 71,4 Mds EUR

Poids de la France dans les importations de la Hongrie : 3,7% des importations hongroises

Etat des lieux du commerce extérieur

À la suite de la restructuration des années 1990, la Hongrie est devenue une économie ouverte, intégrée aux marchés européens. L'exportation fonctionne comme l'un des principaux moteurs de sa croissance. Le déficit commercial s'est réduit depuis l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne, et, après des niveaux proches de l'équilibre en 2007-2008, on voit se dégager un excédent notable en 2009 et en 2010. L'amélioration du solde commercial a ainsi fortement contribué à l'amélioration du besoin de financement du pays.

En ce qui concerne la demande interne, elle est fortement déprimée du fait de la baisse du pouvoir d'achat des ménages, affecté par les mesures de rigueur. La consommation des ménages a baissé de 5% au deuxième trimestre de 2010, et n'a commencé à augmenter que de 0,8% au troisième trimestre. Une reprise économique est attendue en 2011 (prévision d'une croissance du PIB de 3%), mais la propension des ménages à consommer reste à un niveau très bas, amplifié par la baisse du revenu net des foyers les moins favorisés, à la suite de l'introduction du flat tax. La réduction du nombre de grands projets durant la crise affecte également à moyen terme les importations de biens d'équipement. Ce contexte devrait continuer à peser sur les importations, à moins que cela ne favorise les importations asiatiques de produits à bas coût.

Les importations sont tirées plutôt par les besoins de matières premières des secteurs exportateurs que par la demande interne. Les investissements ont également baissé de 5,5% en 2010, et les dépenses gouvernementales sont restreintes. Par conséquent, le moteur de la reprise économique (la production industrielle a augmenté de 10,5% en 2010 par rapport à 2009) reste principalement l'exportation.

Le cours du HUF a augmenté, tout au long de l'année 2010, de 2% vis-à-vis de l'euro et a baissé de 3% par rapport au dollar, ce qui reste une évolution modérée, même si la volatilité du cours a été forte durant l'année.

Un commerce extérieur en expansion depuis 1990

A partir de 1990, le commerce extérieur est devenu le moteur de l'économie de la Hongrie. Du fait de sa taille et de sa localisation, la Hongrie a axé sa politique économique sur la croissance des exportations, l'ouverture du pays aux fournisseurs extérieurs et l'attraction de l'investissement direct étranger. Grâce à la libéralisation rapide du marché et aux capacités d'exportation créées avec l'aide des investissements étrangers, les volumes ont triplé en une décennie. La Hongrie est devenue un pays très ouvert, avec des échanges extérieurs atteignant en valeur (en HUF) 144% du PIB en 2010, dont un montant des exportations s'élevant à 75% du PIB. Parallèlement à son expansion, la structure du commerce extérieur a également changé : d'une orientation vers l'Europe orientale avant 1990, il a pris un tournant décisif vers l'ouest dès les premières années de cette décennie. En ligne avec cette évolution, les produits d'exportation traditionnels ont été progressivement remplacés par des produits pouvant faire face à la concurrence occidentale. Comme pour la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, le commerce extérieur de la Hongrie est traditionnellement caractérisé par un déficit commercial, résultat du processus de rattrapage. L'effet de la crise et de la politique budgétaire stricte sur la demande interne a cependant engendré des excédents croissants en 2009 et en 2010.



Une forte contraction des échanges en 2009, puis un rebond en 2010

Après les niveaux record de 2008 (plus de 73 Mds EUR), la valeur des exportations est tombée à 59,5 Mds EUR en 2009 et les importations à 55,5 Mds EUR. Le bilan du commerce extérieur est alors devenu excédentaire, pour la première fois depuis le changement de régime. En 2010, la croissance des exportations et des importations a également repris, mais l'écart entre les deux n'a fait qu'augmenter. La valeur en EUR des exportations a progressé de 21% en 2010, pour atteindre 71,4 Mds EUR, tandis que les importations se sont accrues de 19%, donc à 65,9 Mds EUR. L'excédent commercial s'est élevé à 5,53 Mds EUR.

Au mois de janvier 2011, les exportations se sont élevées à 6,1 Mds EUR et les importations à 5,7 Mds EUR. Ces résultats correspondent à une augmentation de 26% des exportations et de 30% des importations, par rapport à janvier 2010.

Maintien d'une forte orientation européenne

La répartition géographique du commerce extérieur de la Hongrie montre une nette orientation européenne : 77,3% des exportations hongroises sont à destination de pays de l'UE, dont 57,2% vers les anciens États membres. Les partenaires les plus importants de la Hongrie sont : l'Allemagne (25,2% des exportations hongroises), l'Italie (5,5%), le Royaume-Uni (5,4%) et la Roumanie (5,4%). La part de la France s'élève à 5,0%.

Les principaux partenaires d'exportation parmi les nouveaux États membres sont la Roumanie (5,4%), la Slovaquie (5,2%), la Pologne (3,7%) et la République tchèque (3,5%). La part cumulée des pays hors de l'UE est de 14,0%, dont la Russie (3,6%), l'Ukraine (2,0%) et les États-Unis (2,1%) sont les plus importants.

Quant aux importations, la domination de l'Union Européenne est un peu moins marquée : 67,9% des produits d'importation proviennent de l'UE, les anciens États membres représentant 52,5%. En tête de la liste des principaux partenaires communautaires se trouvent l'Allemagne (25,5%), l'Autriche (6,3%), les Pays-Bas (4,3%), la Pologne (4,3%) et l'Italie (4,2%). La France a une part de 3,7%.

Les principaux partenaires d'importation de la Hongrie au sein des nouveaux États membres sont la Pologne (4,3%), la Slovaquie (3,9%), la République tchèque (3,3%) et la Roumanie (2,4%). Les pays hors UE représentent 32,1%. Il s'agit principalement de la Russie (7,8% de l'ensemble des importations, en devenant ainsi le deuxième fournisseur), suivie par la Chine, qui représente 7,1% des importations, et le Japon, totalisant 2,2% des échanges.

Le solde commercial est en excédent, et s'est amélioré avec les anciens États membres (6,2 Mds EUR en 2010), mais s'accroît tout aussi rapidement avec les nouveaux États membres (4,3 Mds EUR). Les échanges avec les pays hors UE sont marqués par un fort déficit (-5 Mds EUR), principalement causé par le poids des importations de la Russie et des pays asiatiques, essentiellement la Chine et le Japon.

Une prédominance des biens industriels dans les échanges

La structure des produits exportés se caractérise par la prédominance des biens industriels. Les machines et matériels de transport représentent 60,3% des exportations totales, les produits manufacturés (pharmacie, chimie, métaux et textile) totalisent 27% des exportations et les produits agro-alimentaires 6,9%. Plus de la moitié des exportations hongroises de machines est assurée par cinq groupes de produits : les équipements de télécommunications (21,5% des exportations totales), les véhicules routiers (9,3%), les machines électriques (11,3%), les machines de production d'énergie et d'équipement (8,1%) et les machines de traitement automatique (4,0%).



Les fabricants de véhicules et de matériels électroniques implantés en Hongrie (par exemple Audi, Bosch, Philips, Flextronix) profitent de la reprise économique en Europe de l'Ouest. La croissance des exportations, mais aussi des importations est principalement due à la hausse de la demande de pièces détachées.

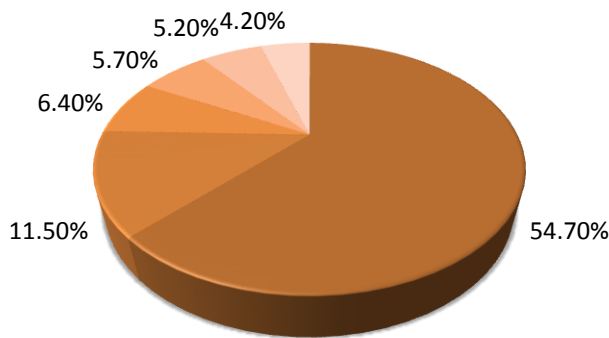
La structure des importations hongroises est semblable à celle des exportations, mais la part des matières premières (essentiellement des combustibles) est plus élevée. Les machines et matériels de transport représentent 50% des importations, les produits manufacturés 31,8% et les produits agroalimentaires 4,9%. La dépendance énergétique du pays est importante (11,1% des produits importés), s'agissant notamment d'hydrocarbures (gaz et pétrole) en provenance principalement de Russie.

Les termes des échanges ont très peu évolué en 2010 (-0,1% par rapport à 2009), mais le déficit commercial avec les pays d'Asie s'est accru (de - 6 574 en 2009 à -7 501 en 2010), en partie à cause de l'augmentation du prix des hydrocarbures en provenance de la Russie.

Les échanges commerciaux entre la France et la Hongrie en 2010

D'après les statistiques des douanes françaises, la Hongrie représente 0,68% de nos exportations et 0,71% de nos importations. La Hongrie est, en 2010, notre 30^e client et 26^e fournisseur. La reprise de nos exportations en 2010 (2,3 Mds EUR, 14,2%) se conjugue à une hausse légèrement moindre de nos importations en provenance de Hongrie (3,1 Mds EUR, soit 9,9%). Notre déficit commercial de -600 M EUR en 2009 se trouve ainsi très légèrement réduit et se situe à -560 M EUR fin 2010.

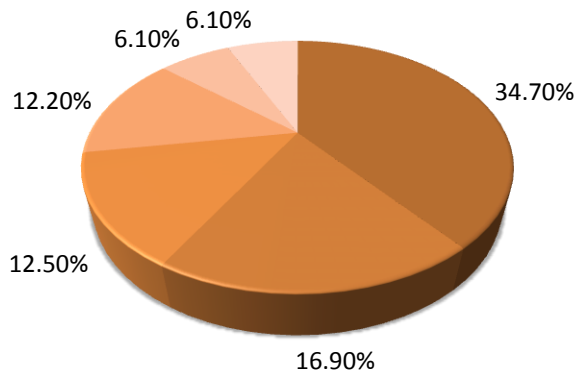
Produits hongrois importés par la France



- Equipement électro-mécanique
- Matériels de transport
- Produits pharmaceutiques
- Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers
- Produits chimiques, parfums et cosmétiques
- Produits des industries agroalimentaires (IAA)



Produits français exportés vers la Hongrie



- Equipement électro-mécanique
- Matériels de transport
- Produits pharmaceutiques
- Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers
- Produits chimiques, parfums et cosmétiques
- Produits des industries agroalimentaires (IAA)

Les exportations françaises vers la Hongrie sont en hausse sur presque tous les produits après une réduction importante en 2009

En 2010, nos exportations d'**équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique** ont constitué le premier poste de nos ventes avec la Hongrie (34,7%). Les ventes de ces équipements à la Hongrie ont augmenté de 28% (914 M EUR). Ce sont les produits informatiques, électroniques et optiques qui ont progressé le plus sensiblement de 42,5%.

Les **matériels de transport**, deuxième poste de nos **exportations** à destination de la Hongrie (16,9% de nos ventes), enregistrent une progression de 15,2% en 2010.

Les **produits chimiques, parfums et cosmétiques** constituent notre troisième poste à l'exportation, avec une part de 12,5% de nos ventes et une hausse de 13,2% en 2009 (330 M EUR). Ils ont dépassé la vente des produits pharmaceutiques, dont les exportations sont traditionnellement en nombre élevé vers la Hongrie.

Les **produits pharmaceutiques** représentent une part de 12,2% de nos exportations avec 445 M EUR. La vente de ces produits a connu une diminution de 5,1% par rapport à l'année précédente.

Les **produits en caoutchouc et en plastique, produit minéraux divers** et les **produits métallurgiques et métalliques** se trouvent côte à côte à la cinquième place de nos exportations avec 6,1% de nos ventes. Les premiers avec 161 M EUR ont connu une augmentation de 8,9% par rapport à l'année 2009 tandis que les seconds, avec une hausse de 11,8%, ont réalisé 159 M EUR.

La part de l'exportation des **produits agroalimentaires** a diminué de 5,8% à 3,1% et continue donc à constituer un point faible de nos échanges bilatéraux. Par contre la vente des **produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture** avec 67 M EUR a connu une hausse importante (+35,4%).



Les importations de produits hongrois montrent une reprise légère après la forte récession (+9,9%)

Les importations en provenance de Hongrie sont dominées par le secteur des **équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique** (54,7%). Les **matériels de transports** se placent en deuxième position (11,5%), suivis des produits pharmaceutiques (6,3%).

La dégradation de la conjoncture atteint les échanges commerciaux

Les échanges entre la France et la Hongrie ont été multipliés par 2,4 en 10 ans, passant de 2,5 Mds EUR en 1999 à 6 Mds EUR en 2008. Après une croissance soutenue des échanges en 2005, 2006 et 2007 (respectivement + 12%, + 15% et + 9%), un net ralentissement est observé en 2008, avec une progression de + 1,2%, en raison de la très faible augmentation des exportations françaises. Depuis 1999, le solde commercial de la France avec la Hongrie est déficitaire. Il atteint son plus bas niveau en 2008 à - 460 M EUR après avoir oscillé entre - 64 M EUR et - 401 M EUR durant la période 2001-2007.

Cependant, après avoir été fortement touchées par la crise, on note en 2010 une nette augmentation des exportations hongroises.

En 2008, la Hongrie s'est positionnée au 30ème rang de nos marchés clients. S'agissant des nouveaux Etats Membres, la Hongrie était le 3ème client de la France derrière la Pologne et la République Tchèque.

Répartition sectorielle des échanges bilatéraux avec la Hongrie 2009-2010 (en milliers EUR)

| Echanges France/Hongrie | Exportations | | | Importations | | | Solde | |
|--|------------------|------------------|-------------|------------------|------------------|------------|-----------------|-----------------|
| | 2009 | 2010 | Ev. % | 2009 | 2010 | Ev. % | 2009 | 2010 |
| Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture | 49 513 | 67 020 | 35,4 | 58 972 | 53 988 | -8,5 | -9 459 | 13 032 |
| Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets | 8 038 | 8 893 | 10,6 | 4 361 | 7 864 | 80,3 | 3 677 | 1 029 |
| Produits des industries agroalimentaires | 85 207 | 81 029 | -4,9 | 120 741 | 135 225 | 12,0 | -35 534 | -54 196 |
| Produits pétroliers raffinés et coke | 4 196 | 5 074 | 20,9 | 9 356 | 9 521 | 1,8 | -5 160 | -4 447 |
| Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique | 714 272 | 914 112 | 28,0 | 1 504 766 | 1 748 429 | 16,2 | -790 494 | -834 317 |
| Matériels de transport | 386 513 | 445 356 | 15,2 | 398 371 | 366 266 | -8,1 | -11 858 | 79 090 |
| Autres produits industriels | 1 053 889 | 1 107 951 | 5,1 | 800 910 | 863 943 | 7,9 | 252 979 | 244 008 |
| Produits divers | 3 533 | 3 950 | 11,8 | 8 105 | 8 502 | 4,9 | -4 572 | -4 552 |
| Total | 2 305 161 | 2 633 385 | 14,2 | 2 905 582 | 3 193 738 | 9,9 | -600 421 | -560 353 |

Source : douanes françaises



Si 5 270 sociétés françaises exportent vers la Hongrie, environ 60% des ventes françaises en Hongrie sont réalisées par les 80 entreprises les plus importantes.

Actuellement, la France est le septième fournisseur de la Hongrie avec 4% de parts de marché et elle représente un débouché important pour la Hongrie sachant qu'elle est son 4ème client (elle reçoit 5,3% des exportations hongroises). La Hongrie quant à elle est le 29ème client du marché français ; elle reçoit 0,69% des exportations françaises et est le 25^{ème} fournisseur de la France (soit 0,71% des exportations françaises). Le volume du commerce bilatéral se situe autour de 6 milliards d'euro.

Evolution du commerce bilatéral avec la Hongrie 2006-2010 (Mds EUR)

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | Evolution 2009/2010 |
|----------|------|------|------|------|------|------------------------|
| Exports | 2710 | 2792 | 2820 | 2303 | 2633 | +14,5% |
| Imports | 2796 | 3194 | 3396 | 2815 | 3193 | +9,9% |
| Echanges | 5506 | 5986 | 6216 | 5118 | 5826 | +11,8 |
| Solde | -86 | -402 | -576 | -512 | -560 | -6,7 |

Source : Douanes françaises

Exemples de secteurs à potentiel en Hongrie

| Secteurs | |
|---|------------------------------------|
| Filière AGROTECH | Filière ITI |
| Fruits et légumes frais et transformés | Electricité |
| Epicerie sèche, sucres, BVP | Energie renouvelable |
| Produits laitiers | Transports ferroviaires et urbains |
| Vins et spiritueux | Patrimoine |
| Machinisme agricole | Industrie aéroportuaire |
| Équipements pour l'industrie agro-alimentaire | |
| Bétail, élevage | |
| Filière NTIS | Filière MHS |
| Laser | Produits de luxe |
| E-commerce | Second œuvre du bâtiment |
| Electronique | Cosmétiques |
| Centres de service (call center) | Industrie pharmaceutique |

Source : Mission Economique Ubifrance de Budapest

Les investissements

Les IDE constituent le moteur des exportations hongroises

Dès le changement de régime en 1989, la Hongrie a accueilli les investissements étrangers sans restriction sectorielle. La décennie 90 a ainsi été caractérisée par le développement très rapide du secteur privé, qui contribue aujourd'hui à hauteur d'environ 70% à la valeur ajoutée du pays, contre 10% en 1990. Cette évolution est en grande partie due à la privatisation des sociétés d'Etat (1 570 sur 1 700) et parallèlement à l'implantation de sociétés étrangères qui réalisent désormais près du ¼ de la valeur ajoutée de la Hongrie. La plupart des entreprises industrielles (énergie, chimie, agro-alimentaire...) et de nombreuses activités de service public ont été cédées partiellement ou totalement à des opérateurs étrangers (téléphone, distribution gaz/électricité...), qui ont assuré la modernisation de l'outil industriel hongrois, le développement des services et aussi contribué de manière significative au financement du déficit des comptes courants.

Entre 1990 et 2009, les investisseurs étrangers ont ainsi investi plus de 64 Mds EUR en Hongrie en flux cumulés (près du tiers des IDE en Europe centrale et orientale au cours de cette période). Le pays se situe au 2ème rang régional en termes de stock d'IDE par habitant (6 399 EUR). Les investissements étrangers en Hongrie se sont élevés à plus de 3 Mds EUR en 2007. La Hongrie espère maintenir un rythme d'au moins 4 Mds EUR/an.

| IDE français en Hongrie | |
|-------------------------|-----|
| En millions EUR ou USD | |
| 2006 | 2,6 |
| 2007 | 3,1 |
| 2008 | 3,2 |
| 2009 | 3,3 |

Source : Banque nationale hongroise

Etat des lieux, tendances :

Le nombre des sociétés étrangères implantées en Hongrie est estimé à 27 000. Ces entreprises sont essentiellement européennes (75% du stock des IDE). L'Allemagne avec environ 20% du stock (capital et bénéfices réinvestis) est de loin le premier investisseur étranger en Hongrie : les cinq premiers investissements allemands (dont EON-Ruhrigas au premier rang) représentent à eux seuls 11% du total des IDE. Hors UE, seules les entreprises américaines (General Electric) et japonaises représentent à ce jour une part significative des IDE en Hongrie.

Par secteur d'activité, environ 40% des IDE ont été réalisés dans l'industrie : énergie, équipements et matériels de transport, équipements électriques et électroniques, industrie chimique/chimie fine. Les services ont attiré plus de 50% des IDE, notamment l'immobilier, les services aux entreprises, les services financiers ainsi que le commerce. Les IDE ont contribué à accroître la compétitivité de trois axes industriels, désormais majeurs pour la Hongrie. Un secteur automobile s'est ainsi développé en quelques années avec, d'une part, des constructeurs automobiles comme Suzuki et Audi qui produisent près de 250 000 véhicules et, d'autre part, des équipementiers d'origine japonaise (Asahi Glass, Denso Corporation, Bridgestone), américaine (Opel), coréenne (Hankook) ou française (Valeo, Michelin...) qui intègrent progressivement la Hongrie dans le bassin de production automobile du centre de l'Europe.

Audi Hungaria est la deuxième société hongroise en termes de chiffre d'affaires derrière le pétrolier hongrois MOL. Dans le secteur pharmaceutique, Sanofi et Servier mais également Teva (Israël) contribuent à faire de la Hongrie un pôle mondial dans la production et la recherche pharmaceutiques. Enfin, pour les produits électroniques, les fabricants étrangers installés en Hongrie (Philips, Samsung, LG Electronics...) contribuent fortement au développement



des exportations du pays. Au total, l'ensemble de ces investisseurs réalise aujourd'hui 80% des exportations hongroises.

La France, parmi les 5 premiers investisseurs en Hongrie

Employant 70 000 personnes, près de 400 sociétés françaises sont implantées sur le sol hongrois, dont environ 300 appartiennent aux secteurs de la production ou des services. Fin 2006 (date de la dernière enquête filiales), ces entreprises représentaient 56 000 salariés et un chiffre d'affaires consolidé de 8,9 Mds EUR. 5ème investisseur en stock fin 2007 (4,7 Mds EUR, 5% du total), la France devait passer devant le Royaume-Uni dans les statistiques 2008 pour devenir le 4ème investisseur, derrière l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche. Depuis 2004, le niveau annuel des flux d'investissements français en Hongrie est plus soutenu.

Les investissements directs français en Hongrie sont désormais essentiels au fonctionnement de l'économie locale. L'énergie regroupe plus de 20% de ces investissements. Ainsi EDF est leader dans la production de chaleur en Hongrie. Tandis que les industries pharmaceutique et chimique représentent 15% du stock français des investissements, notons que des entreprises telles que Sanofi-Aventis embauchent 2 500 salariés. D'autre part, Auchan devrait à terme devenir le premier distributeur en nombre d'hypermarchés sur le marché local.

La capitale hongroise accueille de plus en plus de boutiques françaises de prêt à porter, de vêtements haut de gamme et de luxe, sans oublier les épiceries fines.

Dans la période la plus récente, les investissements français ont connu un double mouvement. Après avoir stagné à partir de 1998 (fin des vagues de privatisation), ils ont repris à partir de 2004 autour des entreprises implantées sur place. Ces réinvestissements ont été complétés par la participation d'entreprises françaises aux opérations de privatisation qui restaient encore à conduire. Ainsi, la société lyonnaise GL Events a remporté en mars 2005 l'appel d'offres pour la privatisation de Hungexpo, société hongroise propriétaire du parc des expositions de Budapest. TDF a racheté en mai 2007 à l'entreprise Swisscom la société de télédiffusion hongroise, Antenna Hungaria.

Cette évolution est renforcée depuis peu par les sociétés françaises qui restructurent leurs activités régionales à partir de la Hongrie. Renault a ainsi inauguré mi-2005 à Győr un centre régional/Balkans de pièces détachées. La présence de constructeurs automobiles en Europe centrale exige de leurs fournisseurs de se rapprocher des lieux de production. Dans ce contexte, la compétence de la main d'œuvre hongroise constitue un avantage que plusieurs sociétés françaises ont mis à profit en 2006 en créant ou rachetant des unités de production (Plastique val de Loire, Garçonnet, Citele). Le positionnement géographique de la Hongrie a aussi été un facteur d'attrait en faveur de l'implantation dans ce pays. En 2006, une dizaine d'opérations importantes (OPA, rachat de fabricants locaux, nouvelles implantations), toutes à vocation régionale, ont ainsi été réalisées par la Cecab, ETDE (filiale de Bouygues), Téléperformance...

L'année 2008 s'est avérée exceptionnelle. Groupama a en effet réalisé l'investissement français le plus important en Hongrie en rachetant OTP Garancia, 4ème société d'assurance avec près de 10% du marché hongrois et filiale de la banque hongroise OTP et en prenant une participation au capital d'OTP.

Avec la crise, les investissements français se sont fortement ralentis.

Environnement des affaires et conseils pratiques

Les usages du pays

Les Hongrois sont très sensibles aux apparences et à la présentation. Ils sont très attachés aux règles de politesse, à la parole donnée, à la ponctualité. Ils accordent une grande importance au formalisme (les titres de docteurs ès sont



fréquemment utilisés)

Les Hongrois ont soif de connaissance. Bien formés au cours de leurs études, ils ont une grande curiosité d'esprit, le goût et la facilité pour apprendre.

Pragmatiques, ils sont attentifs à tout ce que l'étranger peut leur apporter pour leur développement professionnel et personnel et l'amélioration de leur bien-être. Ils sont ouverts aux nouvelles technologies et à la modernité.

Les pratiques commerciales du pays

Le service bancaire de base est constitué de la tenue du compte courant et de l'émission d'une carte de paiement. Il n'y a ni chèques, ni effets de commerce en Hongrie mais la gestion de compte par internet, pratique répandue, permet de gérer le compte à distance de manière sécurisée.

S'il est très facile d'ouvrir un compte bancaire en Hongrie, les services bancaires n'en restent pas moins relativement chers : pour la tenue de compte d'une PME, il faut compter environ 10 000 HUF par mois (environ 40 EUR). Il est facile d'installer un terminal de paiement dans son point de vente. L'ouverture de comptes bancaires en euros est possible.

Les différents moyens de paiement et leur utilisation

| Moyens de règlements | Fréquence d'utilisation | Remarques |
|--|--|--|
| Chèque | Rarement utilisé | Pratiquement inexistant; délais d'encaissement longs (pour l'étranger). |
| Virement bancaire | Très utilisé | Le plus utilisé, rapide, sûr. 1 à 3 jours de délais environ. |
| Lettre de change/billets à ordre | Utilisée | Un aval rend la mobilisation plus facile |
| Remise documentaire | Peu utilisée | |
| Crédit documentaire | Très peu utilisé | Extrêmement rare, à l'exception de quelques grandes opérations. |
| Compte centralisateur | Possible | |
| Instrument monétaire électronique (via Internet notamment) | De plus en plus répandu | Sûr et pratique. |
| Espèce | Très utilisé | Les pièces utilisées sont de 1, 2, 5, 10, 20, 50 et 100 HUF. Les billets sont de 200, 500, 1 000, 2 000, 5 000, 10 000 et 20 000 HUF. |
| Carte bancaire | De plus en plus utilisée, même si son utilisation reste faible au regard des autres pays européens | L'utilisation de cartes bancaires est en progression constante. |

Source : *Essentiel d'un marché Hongrie 2009/2010*

UBIFRANCE et les Missions Economiques vous proposent quatre gammes complètes de produits et services d'accompagnement pour vous aider à identifier les opportunités des marchés et à concrétiser vos projets de développement international.



• **Gamme Conseil** : pour obtenir la bonne information sur les marchés étrangers et bénéficier de l'expertise des spécialistes du réseau UBIFRANCE et les Missions Economiques.



• **Gamme Contact** : pour identifier vos contacts d'affaires et vous faire bénéficier de centaines d'actions de promotion à travers le monde.



• **Gamme Communication** : pour communiquer à l'étranger sur votre entreprise, vos produits et votre actualité.



• **Volontariat International en Entreprise (VIE)** : pour optimiser votre budget ressources humaines à l'international

Retrouver le détail de nos produits sur : www.ubifrance.fr

© 2011 – Ubifrance et les Missions Economiques.

Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'Ubifrance et des Missions Economiques, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité :

Ubifrance et les Missions Economiques ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Ubifrance et les Missions Economiques ne sauraient en aucun cas être responsables d'éventuels changements.

Auteur : Mission Economique Ubifrance de Budapest

Adresse : Kossuth Lajos Ter 13 – 15.
H – 1055 Budapest

Rédigée par : Mission économique Ubifrance, Service économique de Budapest.

Version originale du 3 juin 2011.

